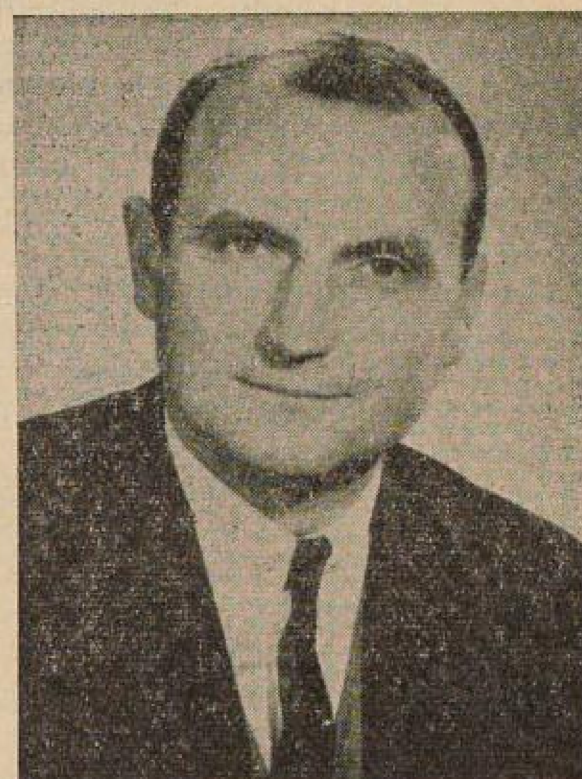
Elections Législatives du 5 Mars 1967 - 1re Circonscription : AURILLAC



André CHAVINIER

CANDIDAT D'UNION DES DEMOCRATES ET DES INDEPENDANTS-PAYSANS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Administrateur du Comité de la Haute-Auvergne
Administrateur de la Société Mutualiste du Massif Central
Ancien Président de l'Association
des Etudiants en Droit de Lyon
Membre National du Conseil Politique
du Centre Démocrate
Propriétaire Agricole

Electrices, Electeurs,
Chers Compatriotes,

Pour la première fois, j'ai l'honneur de me présenter aux suffrages des électeurs du Cantal dans la circonscription d'AURILLAC.

Je ne l'ai pas fait sans avoir mûrement réfléchi et sans avoir conscience de l'importance de ma décision.

Il est des situations qui imposent des obligations et j'estime qu'en la circonstance, il est de mon devoir de faire appel à vos suffrages.

J'ai en effet acquis la conviction que la plus grande partie de l'électorat de cette circonscription ne pouvait accepter de voter ni pour les deux candidats de la Gauche dominée par le Parti Communiste, ni pour le député sortant nouvellement rangé sous la bannière de la Ve République.

HOMME NOUVEAU, je me suis toujours gardé de céder à aucune passion, mais je suis de ceux qui ne sont pas disposés à être des inconditionnels ni des opposants systématiques.

Foncièrement attaché à la défense des libertés publiques et au respect intégral de la Constitution, j'entends me dresser contre tout risque de débordement du pouvoir personnel.

Il importe, plus que jamais, que soit assuré un équilibre sain et raisonné des forces ce qui implique un Centre qui est indispensable en démocratie.

Je suis le candidat de ce Centre et je suis fier de l'être.

Né à Trizac, de souche terrienne, j'ai passé les meilleures années de ma jeunesse à Aurillac, à un âge où l'homme puise pour la lutte de l'existence, au plus profond de ses racines.

Avocat à la Cour d'Appel de Paris, je n'ai jamais cessé, comme la plupart des Auvergnats de Paris dont on dit qu'il est la plus grande ville d'Auvergne, de rester en rapports étroits et confiants avec mon pays natal.

J'ai toujours œuvré dans les organisations et amicales auvergnates : je suis Administrateur de la Société Mutualiste du Massif Central et du Comité de la Haute-Auvergne, Vice-Président de la Trizacoise...

Propriétaire agricole, j'ai continué à vivre avec le Cantal, pour le Cantal, et ma candidature est aujourd'hui une preuve supplémentaire de mon farouche attachement à mon département.

Les intérêts régionaux et locaux :

a) L'AGRICULTURE.

Notre département connait depuis des années une hémorragie de population jeune qui s'aggrave chaque jour. Les industries vivent difficilement et plusieurs usines sont fermées. L'agriculture traverse une crise redoutable par suite du déséquilibre croissant entre ses prix de vente et les frais d'exploitation.

Et pourtant, le développement de l'agriculture cantalienne conditionne la vie de notre région. Nos petites villes et nos bourgs seraient rapidement voués à une mort certaine s'il n'y avait pas des ruraux capables d'acheter et de vendre.

NOUS VOULONS :

— que l'exploitation familiale qui constitue la forme de travail la plus efficace, soit encouragée et sauvegardée ;

— que sur le plan économique et social, l'agriculteur soit un Français à part entière en obtenant une légitime sécurité qu'il ne peut réaliser que par l'indexation des prix agricoles ;

— que sur le plan technique, les crédits d'investissements et les subventions pour les équipements collectifs ou individuels correspondent à l'importance vitale du secteur agricole de notre département.

b) **LE TOURISME :**

Il est un des éléments les plus importants de l'avenir économique du département qui a une évidente et brillante vocation touristique. Les Pouvoirs Publics doivent de toutes leurs forces, en favoriser l'expansion et le développement (investissements, subventions, augmentation des moyens d'action des Syndicats d'Initiative, prêts à l'Hôtellerie, publicité auprès des touristes étrangers, développement des voies de communication et mise en chantier immédiate des travaux de la route rapide à quatre voies de circulation Clermont-Ferrand-Aurillac-Toulouse prévue pour 1985 ; etc...)

Les grandes orientations nationales :

LES INSTITUTIONS ET LIBERTES PUBLIQUES :

La Vᵉ République n'appartient ni à un homme ni à la majorité sortante. La Vᵉ République est celle de tous ceux, dont je suis, qui ont voté la constitution de 1958.

La stabilité du Gouvernement est essentielle, mais le Gouvernement doit être contrôlé par un Parlement libre d'exercer tous ses pouvoirs constitutionnels.

Député j'entends pouvoir choisir entre le « OUI », le « OUI, MAIS » ou le « NON », alors que les députés de la majorité ont dû s'engager par contrat anticipé, à voter toujours oui sans qu'il leur soit possible d'élever la moindre protestation.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE :

Huit années de stabilité gouvernementale débouchent sur l'inertie économique et le malaise agricole et social Depuis 1958, la France est passée à l'avant-dernier rang des Pays du Marché Commun pour l'expansion industrielle et pour l'accroissement du pouvoir d'achat. Mais elle est au premier rang pour l'accroissement des charges fiscales et parafiscales.

La crise du logement s'aggrave, le chômage n'a jamais été aussi important depuis la crise de 1934 (300.000 chômeurs), les équipements collectifs sont déficients (routes, téléphone, hôpitaux).

Le plan de stabilisation a freiné la hausse des prix sans l'arrêter, mais il a accentué le retard de la France dans l'expansion économique.

REMEDES ET OBJECTIFS :

— Un Plan démocratiquement établi stimulant et orientant l'initiative privée, et non une planification des technocrates qui oublient que l'économie doit avant tout être au service de l'homme ;

— La modernisation de l'entreprise, en respectant les droits et en établissant les devoirs des travailleurs et des cadres ;

— Un budget d'encouragement à l'investissement.

— Une fiscalité simplifiée et allégée, doublée d'une politique de crédit au bénéfice des particuliers et des collectivités locales qui doivent retrouver l'autonomie qui leur a été supprimée depuis 1958.

JUSTICE SOCIALE :

Pour la sécurité de l'ouvrier, du commerçant, de l'artisan, du personnel administratif, des personnes âgées et des jeunes :

— Le retour au plein emploi et la reconnaissance du droit au travail ;

— Une politique familiale active : les familles doivent pouvoir élever **TOUS** les enfants qu'elles désirent ;

— Une formation professionnelle adaptée.

— Le développement du logement social (des millions de mal-logés).

L'ECOLE ET L'ENSEIGNEMENT :

— Le maintien de la liberté de l'enseignement et sa réelle démocratisation qui donne des chances égales à tous les enfants.

— Une réforme de l'Enseignement qui soit équitable, logique et définitivement réalisée.

ANCIENS COMBATTANTS :

— Le maintien des droits des Anciens Combattants aussi bien pour les Combattants des deux guerres et accès aux mêmes droits pour les combattants d'Indochine et d'Algérie.

JEUNESSE :

— Une véritable politique des loisirs, des sports et de la jeunesse qui est notre amour et notre avenir.

LA POLITIQUE EXTERIEURE :

Un but essentiel : la Paix et la Fraternité entre les Peuples.

Une seule voie pour la prospérité, la sécurité et l'indépendance de la France : **l'EUROPE COMMUNAUTAIRE** et non l'Europe des Alliances.

L'isolement arbitraire de la France est incompatible avec notre sécurité. Le nationalisme français réveille déjà en Allemagne des accents et des ferments nationalistes inquiétants.



En attendant que la communauté européenne soit réalisée, **il s'impose que la France reste membre du Traité de l'Atlantique-Nord** et conserve ses Alliés traditionnels, garantie de notre intégrité.

Tels sont les objectifs principaux qu'avec mon dynamique et actif suppléant, le Dʳ NOLORGUES, nous nous proposons d'assumer.

Ainsi sera assurée, dans l'ordre et la stabilité, **la prochaine et inéluctable succession du régime actuel.**

Avec Jean LECANUET, avec tous les électeurs démocrates et indépendants
NOUS FERONS ENSEMBLE : UNE FRANCE PLUS DEMOCRATE
UNE FRANCE PLUS SOCIALE - UNE FRANCE PROSPERE
UNE FRANCE CONCOURANT A ETABLIR LA PAIX DANS LE MONDE DANS LE CADRE DE L'EUROPE UNIE

LE CHOIX N'EST PAS ENTRE LE PASSE ET LE PRESENT
MAIS ENTRE LE PRESENT ET L'AVENIR

Ainsi avons-nous conscience d'assurer un avenir plus juste et plus humain et l'espoir que vous me ferez l'honneur de me désigner pour cette tâche, certes ambitieuse et difficile, mais exaltante.

VIVE LE CANTAL ! - VIVE LA FRANCE !
VIVE LA REPUBLIQUE !

André CHAVINIER,

Suppléant : **Dʳ Jean NOLORGUES**

Vu, le Candidat.

Imprimerie du Cantal. — Aurillac.